diploweb.com La revue géopolitique
ISSN : 2111-4307

Manuel de géopolitique

20 - Le sentiment national

mercredi 24 mai 2023,par Patrice GOURDIN

Citer cet article / To cite this version :
Patrice GOURDIN, **20 - Le sentiment national**, *Diploweb.com : la revue géopolitique, 24 mai 2023.*

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site **https://fr.tipeee.com/diploweb** . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.
Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

En 2014 et plus encore en 2022, la relance de guerre russe contre l'Ukraine a eu pour effet involontaire de consolider le sentiment national ukrainien. Ce qui explique en partie la résilience et la combativité des ukrainiens. Qu'est-ce que le sentiment national ? Réponse de P. Gourdin à partir d'un extrait de son remarquable "Manuel de géopolitique".

Un groupe d'individus proclamant leur unité historique et/ou culturelle – mais pas forcément ethnique, même si le cas se rencontre fréquemment –, désireux de vivre ensemble dans le cadre d'un État indépendant, constituent une **nation**. Ce désir s'accompagne logiquement de la volonté d'être dirigé par des hommes et des femmes appartenant à la nation en question. L'identité nationale participe pleinement des représentations géopolitiques, dans la mesure où elle résulte d'une construction idéologique élaborée à partir d'un ensemble d'éléments plus ou moins vérifiables. En général, elle repose sur l'identification et la valorisation d'un ou de plusieurs ancêtres fondateurs ; sur une histoire commune peuplée de héros emblématiques des qualités autoproclamées de la nation ; sur une langue dont on fixe les règles dans une grammaire et dont on inventorie le vocabulaire dans un dictionnaire ; sur une série de monuments, témoins de la continuité et du génie nationaux ; sur des paysages spécifiques et sur un folklore plus ou moins valorisé. Un débat oppose deux conceptions de la nation : pour les uns, à la suite du philosophe allemand Herder, elle réside d'abord dans la culture propre à chaque peuple et s'exprime avant tout par la langue ; pour les autres, comme le philosophe français Renan, elle résulte en premier lieu d'un choix individuel raisonné, qui n'implique pas obligatoirement la communauté ethnique et/ou culturelle [1]. Nous trouvons là le cœur des arguments contradictoires échangés entre l'Allemagne et la France lors de leur affrontement au sujet de l'Alsace-Lorraine.

Idéalement, un pays dispose d'un territoire qui englobe tout l'espace sur lequel se trouvent les membres de la nation. Dans certains cas, le territoire de l'État et l'aire de résidence de la nation ne coïncident pas ; dans d'autres cas, le territoire de l'État n'intègre pas des régions abandonnées ou perdues depuis plus ou moins longtemps, mais où subsistent des traces de la présence "nationale". Par conséquent, la cartographie officielle et la géographie mentale des nations ne se recoupent pas toujours. Lorsque la représentation géopolitique de la nation ne coïncide pas avec les limites juridiques qui fondent la représentation cartographique des atlas, les situations conflictuelles abondent.

Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon.
D'un clic sur sa couverture, vous pourrez vous procurer ce livre broché à des conditions très avantageuses. Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb, via Amazon. Une référence à ne pas manquer.

Si les membres d'une nation disposent d'un **État indépendant**, leur sentiment national est *a priori* satisfait et s'exprime par un patriotisme – amour de son pays, de ses institutions, de ses lois et de sa culture – plus ou moins marqué. La conflictualité semble absente. Toutefois, le patriotisme peut se muer en nationalisme. Celui-ci exalte la nation et vise la prééminence de l'État qu'elle s'est donnée. Il peut se traduire par un amour exacerbé, mais il peut dériver vers le sentiment de supériorité, justifier la volonté de domination et déboucher sur des conflits armés

En fait, la sérénité n'est pas toujours de mise, car ils peuvent avoir été et/ou être encore en butte à l'**hostilité d'autres nations** : par exemple, depuis le Moyen-Âge, les Polonais face aux Allemands et aux Russes, ou les Russes face aux Allemands.

Au prétexte de besoins excédant leurs ressources, certains peuvent **aspirer à un territoire plus vaste**, comme les Allemands, qui revendiquèrent un *Lebensraum*, sous le IIIe Reich ; ou les Italiens, exigeant les "terre irrédentes" sous le fascisme.

Certains tentent de **regrouper des membres séparés** par les aléas de l'histoire.C'est, par exemple, l'objectif du *Volkstum* (rassemblement de tous les individus de même langue, de même culture, de même race) des **Allemands**, apparu au moment de la révolte contre Napoléon, fondement du pangermanisme du XIXe siècle, exacerbé au XXe siècle sous le IIIe Reich puis réapparu – assagi – durant la *guerre froide*.

Les **Albanais** nourrissent ce désir depuis 1913, date à laquelle les puissances européennes fixèrent les frontières de l'Albanie indépendante en deçà des revendications formulées par l'Assemblée nationale de Vlorë. La moitié seulement de la population albanaise des Balkans se

retrouvait dans le nouvel État. Il “manquait“ le sud du Monténégro, le Kosovo, l’ouest de la Macédoine et l’Épire du nord. Depuis 1999, il existe un projet de route reliant Durrës à Pristina. Outre la mise en avant d’arguments économiques et stratégiques, ses partisans affirment que la construction de cette voie
« est un devoir que l’Albanie et le Kosovo actuels ont envers l’histoire, envers les générations précédentes. Il ne s’agit pas seulement d’une route, mais du fondement de l’union et de la communication des Albanais, séparés par la force au début du siècle dernier. Plus qu’un axe routier, cette route représente une grande aspiration qui, après des siècles, permettra enfin une communication normale entre les Albanais. Elle permettra à l’“union nationale“, le grand rêve de cette nation depuis plus de 95 ans, de devenir une réalité [2] ».

Si le projet aboutit, « l’Albanie et le Kosovo ne seront plus deux parties séparées d’une nation mais une seule nation, reliée par une route de 200 kilomètres [3] ». Lancée sans études techniques préalables sérieuses, d’une rentabilité économique douteuse, entachée de soupçons de corruption, la réalisation de cette infrastructure répond avant tout à des motivations politiques et des analystes l’ont surnommée “l’autoroute patriotique“ [4].

Le rassemblement des **Serbes** dans un seul État constitua le cœur du discours et de l’action de Slobodan Milosevic lorsqu’il dirigea la Serbie (1989-2000). Ce projet de *Grande Serbie* contribua largement aux conflits qui ravagèrent une partie de l’ex-Yougoslavie entre 1992 et 1999 : guerre entre la Serbie et la Croatie (1992-1995), guerre entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine (1992-1995), guerre entre la Croatie et la Bosnie-Herzégovine (1992-1995), lutte armée au Kosovo (1996-1999). En effet, déjà mécontents d’avoir été privés par Tito de leur prépondérance dans l’État yougoslave réorganisé au congrès de Jajce (1943), les nationalistes serbes ne supportèrent pas la partition de la Yougoslavie, pourtant adoptée par référendum, en 1991 par les Slovènes, les Croates et les Macédoniens, puis, en 1992, par les Bosniaques. Ils jouèrent sur la crainte des Serbes minoritaires et dispersés qui résidaient dans ces anciennes républiques devenues des États indépendants. L’exploitation de l’angoisse des “frères serbes séparés“ ne manquait pas d’arguments, compte tenu des contentieux multiples accumulés, au cours de l’histoire, entre les diverses nationalités constitutives de la Yougoslavie. Circonstance aggravante, les nationalités des Balkans se trouvent souvent enchevêtrées de manière inextricable, ce qui alimente depuis des siècles les particularismes et les ressentiments, rendant extrêmement difficile l’unification par une homogénéisation culturelle progressive [5]. Les résultats des scrutins successifs qui se déroulèrent en Serbie depuis 2000 montrent que la chute de Slobodan Milosevic ne changea pas fondamentalement la manière de voir d’une majorité de Serbes : « les députés du Parlement continuent de considérer qu’il faut réviser les frontières, garder le Kosovo et une partie de la Bosnie, tracer une nouvelle frontière en Croatie, mener une nouvelle politique envers les minorités [6] ». Le phénomène ne se limite toutefois pas à la seule Serbie [7].

S’ils ne disposent **pas** de l’**État** auquel ils aspirent, les membres d’une nation peuvent se donner pour but d’en créer un.

Ils optent en général pour la **lutte armée** car leur aspiration se heurte à un refus catégorique de l’État ou des États qui possèdent le territoire auquel ils prétendent. L’histoire comme l’actualité, en offrent de multiples exemples : les **Grecs** de l’Empire ottoman, au XIXe siècle, ou les **Tamouls** du Sri Lanka, entre 1983 et 2009.

Dans certains cas, la nation peut **(re)devenir consciente d'elle-même** à l'occasion d'un traumatisme grave comme une occupation étrangère. Ainsi des **Tibétains** depuis 1949 : « Le sentiment d'unité nationale n'existait pas avant l'arrivée des communistes chinois. On partageait une même religion, un ensemble de coutumes, une langue écrite, mais l'idée de nation tibétaine était pratiquement inconnue (ou plutôt perdue car elle avait existé à l'époque des rois tibétains). Paradoxalement, les communistes chinois ont largement contribué à l'affirmation du sentiment national des Tibétains. D'une part, ils ont adopté officiellement le terme *phörik* "ethnie tibétaine" (*zangzu*, en chinois) qui désigne l'ensemble des Tibétains quelle que soit leur région d'origine. D'autre part, en coexistant avec les Han et d'autres peuples (Hui, Ouighours *etc*.), les Tibétains ont progressivement pris conscience de leur spécificité ethnoculturelle. Le sentiment identitaire est maintenant bien ancré [8] ».

Le 17 décembre 2007, des membres de la tribu des Indiens **Sioux Lakota** déclarèrent unilatéralement leur indépendance vis-à-vis des États-Unis [9]. Ils revendiquent le territoire attribué par un traité signé en 1851, incluant des portions des États actuels du Nebraska, du Nord Dakota, du Sud Dakota, du Montana et du Wyoming. Ils dénoncent la violation des engagements souscrits par le gouvernement fédéral en 1851 ainsi qu'en 1868 (traité de Fort Laramie). Dès 1870, Washington ouvrait les *Black Hills* (considérées comme sacrées par les Sioux) aux chercheurs d'or et autorisait, en 1876, l'installation de commerçants et de colons blancs. Il en résulta un soulèvement qui culmina avec la défaite et la mort du général Custer au bord de la Little Big Horn River. La poussée de l'élevage extensif entretint une spoliation constante des territoires des réserves, légalisée en particulier par le *Dawes Act* du 8 février 1887 et l'autorisation donnée par le président Harrison, en 1889, de coloniser (au profit du futur État d'Oklahoma) une partie de ce qui restait du "Territoire indien". La résistance indienne fut définitivement brisée par le massacre de Wounded Knee Creek, le 29 décembre 1890 [10]. En fait, entre 1778 et 1871, le gouvernement américain ne conclut pas moins de 800 traités avec les populations indiennes ; seuls 372 furent ratifiés par le Sénat des États-Unis et… aucun ne fut respecté [11]. À partir de 1890, les Indiens se retrouvèrent pratiquement effacés du paysage américain, sauf à des fins folkloriques et/ou commerciales. Les autorités ne firent guère pour enrayer leur déchéance. C'est l'un des nombreux mérites du film de Clint Eastwood, *Mémoires de nos pères* [12], que de le rappeler. Seule une minorité d'Américains tentèrent durablement de défendre les Indiens : le premier ouvrage documenté consacré à cette question, *Un siècle de déshonneur* (*A Century of Dishonor*), parut, sous la plume de Helen Hunt Jackson, dès 1881. Les Indiens ne devinrent citoyens américains qu'en 1924, et encore fut-ce en théorie beaucoup plus qu'en pratique. Aussi, le 27 février 1973, les militants de *l'American Indian Movement* organisèrent à Wounded Knee une manifestation pour la reconnaissance de leurs droits. De cet affrontement avec le pouvoir fédéral date le "réveil" de la nation indienne. Lorsque, en 1980, la Cour suprême leur accorda un dédommagement financier, les Lakota remportèrent une importante victoire morale : les États-Unis reconnaissaient leur faute. Mais les Indiens n'acceptèrent pas l'argent, car ils continuent à réclamer la restitution de leurs terres. Le succès inattendu du film de (et avec) Kevin Costner, *Danse avec les loups* (*Dances with Wolves*), en 1990, relança un courant de sympathie pour leur cause, mais le cinéma américain avait entrepris beaucoup plus tôt de réhabiliter les Indiens. Dès 1950, Anthony Mann avec *La Porte du Diable* (*Devil's Doorway*), et Delmer Daves avec *La Flèche brisée* (*Broken Arrow*), avaient ouvert la voie. Ce genre cinématographique américain par excellence qu'est le western illustre la rivalité des représentations. Largement dominante, la représentation des colonisateurs : la victoire de la civilisation sur la sauvagerie. En 1891, revenant sur les "événements" de Wounded Knee Creek, le président Harrison leur

donna explicitement cette signification. Il déclarait, en effet :
« depuis le 4 mars 1889, 9 300 000 hectares ont été enlevés aux réserves et ajoutés au domaine public pour l'usage de ceux qui désirent s'assurer des foyers sûrs dans le cadre de notre législation généreuse. Il est difficile de se faire une idée de la richesse qui va résulter de cette transformation de friches en fermes prospères [13] ».

Longtemps occultée, puis progressivement exhumée, la représentation des victimes : celle d'une civilisation différente de celle des Blancs, mais pas inférieure à elle ; celle d'une extermination lente mais méthodique, que certains de leurs descendants tentent de faire reconnaître comme un génocide.

La discrimination et/ou la persécution peuvent jouer le rôle de révélateur. Le cas de Theodor **Herzl** est à cet égard exemplaire. Témoin des vexations dont les **Juifs** étaient victimes dans l'empire d'Autriche-Hongrie, des pogroms qui les frappaient dans l'empire russe, il se trouvait à Paris au moment de l'affaire Dreyfus. « Qui pourrait nier la détresse des Juifs ? [14] », s'interrogeait-il. Et il constatait : « Partout où ils vivent en nombre substantiel, ils sont plus ou moins persécutés. Dans la pratique, l'égalité des droits ne joue pas pour eux, même lorsque celle-ci a été légalement proclamée [15] ». Pourtant, protestait-il, « Partout, nous avons loyalement tenté de nous fondre dans les communautés nationales qui nous entouraient et de ne conserver que la foi de nos pères. On ne nous le permet pas [16] ». En effet, selon lui, « les peuples chez lesquels les Juifs résident sont tous antisémites, sans exception aucune, que ce soit honteusement ou ouvertement [17] ». Alors que l'Europe vibrait depuis des décennies au rythme du mouvement des nationalités, il estima que les Juifs répondaient aux critères définissant une nation. « Seule l'oppression nous rejette vers nos anciennes origines, seule la haine environnante fait de nous des étrangers. Ainsi, que nous le voulions ou non, nous sommes et nous restons un groupe historique reconnaissable à ses caractéristiques homogènes. Nous sommes un peuple et c'est l'ennemi qui nous y contraint malgré nous, ainsi que cela a toujours été le cas dans l'histoire [18] ». De l'ensemble de ces réflexions, il tira pour conséquence la nécessité d'un État spécifique pour la nation juive : « C'est dans notre détresse que nous nous assemblons et que, soudain, nous découvrons notre force. Oui, nous avons la force de créer un État, un véritable État-modèle. Nous disposons de tous les moyens matériels et humains nécessaires à cette tâche [19] ». Il ajoutait : « Que l'on nous donne la pleine souveraineté sur une parcelle suffisante de la surface du globe, de manière à satisfaire les besoins légitimes de notre peuple. Nous nous occuperons du reste [20] ». S'il envisageait initialement une implantation en Argentine, il affichait néanmoins d'emblée sa préférence pour la Palestine : « La Palestine reste notre patrie historique inoubliable [21] ». Ainsi naquit, à Bâle, en 1897, le sionisme, qui porta et réalisa le projet de l'État d'Israël : « Le sionisme aspire à la création, en Palestine, pour le peuple juif, d'un foyer garanti par le droit public [22] ».

L'histoire de la décolonisation montre que le succès du combat pour l'indépendance peut rompre l'unité forgée dans la lutte et révéler des **fractures internes**.

Comme on l'observe dans le cas de la partition entre l'**Inde** et le **Pakistan**, en 1947. L'ampleur du drame fut considérable : on dénombra environ 20 000 000 de personnes déplacées et 1 500 000 morts, les provinces du Pendjab et du Bengale furent écartelées. Ainsi s'enracina l'hostilité réciproque qui entretient entre les deux pays un climat de tension permanent et les poussa à se doter de moyens militaires considérables. Toutefois, il convient de noter que, si le Pakistan s'est doté de l'arme nucléaire avant tout pour exercer une dissuasion *du faible au fort* à

l'encontre de l'Union indienne, cette dernière développa son programme balistico-nucléaire d'abord et avant tout à l'encontre de la République populaire de Chine. Inde et Pakistan se disputent le territoire du Cachemire (guerres de 1948 et 1965, affrontements de Kargil en 1999) et New Delhi soutint la sécession du Bengale oriental, devenu le Bangladesh en 1971. Tout événement relance les tensions – au moins sur le plan rhétorique – entre les deux "ennemis historiques", comme le dernier en date : les attentats islamistes contre Mumbai (Bombay), fin novembre 2008 [23]. Conscients de l'impasse dans laquelle ils se trouvent et de l'hypothèque nucléaire qui obère tout conflit ouvert entre eux, les deux pays négocient depuis 2004. Mais la passion qui enfièvre les deux populations contraint les dirigeants à procéder avec la plus grande prudence [24]. La situation se complique du fait que les anciens liens ne disparurent pas totalement : « il y a un peu d'Inde en tout Pakistanais et un peu de Pakistan en tout Indien » avait déclaré, en gage de bonne volonté, le nouveau président élu du Pakistan, Asif Ali Zardari, juste avant les tueries de Mumbai [25]. Avec une volonté politique partagée, guidée par le sens des réalités, le contentieux historique pourrait se muer en histoire commune, base d'une réconciliation.

Le projet sioniste ne fit jamais l'unanimité parmi les **Juifs**. Les plus religieux, notamment, voyaient l'exil comme la punition de leur manque de foi et s'en remettaient à la seule volonté divine pour décider du retour en Israël. Aujourd'hui, entre autres lignes de fractures, la société israélienne se divise à propos de la définition même de l'identité juive. Pour les uns, les ultra-orthodoxes, elle est d'essence religieuse et repose avant tout sur le strict respect des commandements divins, ce qui débouche sur l'exclusion de tous ceux qui ne s'y plient pas. Pour les autres, elle est d'abord ethnique et impose de défendre l'État des Juifs avant tout, ce qui suppose notamment de disposer de la force du nombre, donc d'accepter comme Juifs tous ceux qui se proclament tels ou qui se convertissent [26].

La jouissance d'un État réellement indépendant et exempt de menace militaire ne suffit parfois pas à garantir la stabilité : il existe des nations "**inquiètes**". Ce sentiment apparaît lorsque **vacillent** les **bases** du **projet collectif** fondant la nation. Cela survient lors de transformations importantes, d'origine interne ou externe.

La **Suisse**, par exemple, depuis plus d'une décennie, se montre davantage sensible que par le passé au discours qui exalte sa place à part et appelle à la résistance contre toute "contamination" étrangère, de l'immigration à l'adhésion à l'ONU ou à l'intégration dans l'Union européenne. Cela s'explique au moins en partie par le fait que la Suisse n'a pas de base identitaire objective : ses habitants se rattachent à des groupes linguistiques, religieux et culturels différents. Leur regroupement et sa pérennité résultent donc d'une volonté politique partagée, mais pas seulement. Ils découlent tout autant de la bienveillance des puissances européennes qui eurent intérêt à son existence comme facteur d'équilibre. L'Union européenne, la fin de la *guerre froide* ainsi que les nécessités de la lutte financière contre le terrorisme remettent en cause cette utilité et les Suisses ne peuvent que s'interroger sur leur spécificité et la pérennité de cette dernière. Cela se trouve désormais au centre du débat politique helvétique. Ainsi, la neutralité provoque-t-elle aujourd'hui un débat car elle apparaît à certains comme un "mythe national" dont l'utilité diplomatique serait douteuse [27]. Plus spectaculaire encore fut, en août 2007, la "sortie" de l'ancien secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Franz von Däniken. Analysant les relations entre son pays et l'Union européenne (UE), il critiqua vivement « la propagation active du mythe d'une Suisse indépendante de toute contrainte contractuelle [28] ». Il mettait en garde ses compatriotes : « la souveraineté suisse

s'effrite. […] Contrairement aux apparences, la voie bilatérale avec l'UE ne renforce pas notre souveraineté [29] ». Il expliquait cela par les progrès de la mondialisation ainsi que par la confusion établie entre la souveraineté formelle – conception dominante en Suisse – et la souveraineté matérielle, désormais hors de portée de la confédération helvétique. Ce que démontrent d'ailleurs les négociations entre Berne et Bruxelles depuis les années 1980, en particulier : « négocier avec l'Union européenne signifiait, désormais, reprendre la quasi-totalité des règles communautaires. Prise à son propre jeu, la Berne fédérale créait alors un nouveau concept censé préserver les apparences de la souveraineté : l'alignement autonome était né [30] ». On ne saurait mieux exprimer une forme suisse de la "souveraineté limitée".

Un État indépendant, mais menacé par une déstabilisation militaire interne, participe également de cette catégorie. Que l'on songe à la **Turquie** : son appartenance à l'OTAN la garantit de la menace soviétique durant la *guerre froide* et aucun de ses voisins ne se trouve aujourd'hui en mesure de la détruire. Mais les revendications autonomistes kurdes, tout comme la demande de reconnaissance du génocide arménien ou des exactions à l'encontre des Grecs, se heurtent à l'intransigeance la plus absolue. Cela tient à la genèse de la Turquie contemporaine : bâtie contre ses vainqueurs, à la fin de la *Première Guerre mondiale*, sur les décombres de l'Empire ottoman, par la seule volonté de Mustapha Kemal, elle trouva la force nécessaire dans le concept unificateur de "nation turque". Or, celle-ci s'imposa au détriment de toute singularité ethnique (Kurdes) ou religieuse (chrétiens, musulmans alévis). Depuis plus de quatre-vingts ans, Ankara voit dans toute remise en cause de cette citoyenneté unificatrice un ferment de division, voire de démantèlement, d'où une négation et une répression systématiques de tous les particularismes [31]. Cela s'accompagne d'une très grande suspicion envers l'extérieur : les puissances occidentales apparaissent comme les héritières de celles qui voulurent, par le traité de Sèvres, en 1920, réduire l'entité turque à la portion plus que congrue. Il en résulte un fréquent amalgame entre les minorités et des tentatives de déstabilisation orchestrées depuis l'étranger (complicité des évangéliques anglo-saxons, ou des Arméniens, ou des "sionistes", avec les séparatistes kurdes du PKK) [32]. À l'automne 2008, la diffusion d'un film documentaire sur Mustafa Kemal suscita une vive polémique et l'Association pour la pensée d'Atatürk écrivit, dans un communiqué :
« Depuis des années les valets de l'impérialisme, les opposants à l'État-nation, les supporteurs [*sic*] de la charia et les faux républicains essayent d'insulter Atatürk et de détruire sa révolution. Ils ne réussiront pas [33] ».

Le cas des **Argentins** ne manque pas d'intérêt et illustre celui des peuples métissés : ils se posent la question de leurs origines. Longtemps convaincue qu'elle demeurerait la première puissance d'Amérique du sud, elle constate que le Brésil l'a dépassée. Elle considérait ce dernier comme une contrée arriérée (il abolit tardivement l'esclavage : *Lei Aurea*, 1888) et hétérogène du fait de la superposition de composantes africaines et latino-américaines à ses éléments européens. Pourtant, le grand voisin du nord affiche une réussite qui le place parmi les principaux pays émergents [34]. Le doute vient également de l'intérieur : le couple Nestor Kirchner-Cristina Fernandez, qui préside aux destinées du pays depuis 2003, encourage un réexamen de l'identité nationale alors que le pays prépare la commémoration, en 2010, du bicentenaire de son indépendance. Ainsi, les historiens brisent l'occultation des massacres dont furent victimes les Indiens pour faire place aux sept millions d'immigrants européens qui arrivèrent d'Europe entre 1870 et 1915. En particulier, ils dénoncent la "Campagne du Désert" menée dans la Pampa centrale, en 1879, par le général Julio Roca, qui devint président l'année suivante. Aujourd'hui, des anonymes inscrivent à la peinture le mot "génocide" sur la statue de

ce dernier, à Buenos Aires. Les chercheurs mettent également en lumière la destruction des sociétés indiennes de la Terre de Feu par les missionnaires au XIXe siècle. Toutefois, la société argentine subit un traumatisme encore plus profond avec la remise en cause de ses racines biologiques européennes. Un programme de tests ADN mis en place pour établir la filiation des enfants des “disparus“ de la dictature Videla a révélé que plus de la moitié des Argentins avaient, dans des proportions variables, du sang indien dans les veines. Tout cela fait de la redéfinition de l’identité argentine un chantier essentiel [35].

L’Union européenne engendre une résurgence de ce que Béatrice Giblin appelle les « **nationalismes régionaux** [36] » : il s’agit de revendications indépendantistes relatives à des espaces infra-étatiques (comme la Corse, la Catalogne, le Pays Basque espagnol, la Flandre ou l’Écosse, par exemple). Sous leur poussée, des pays comme l’Espagne ou la Belgique sont devenus de fait des États fédéraux, tandis qu’ailleurs des statuts spéciaux se mettent en place, comme pour la Corse (lois de 1982, 1991 et 2002), le pays de Galles (loi de 1998) ou l’Écosse (loi de dévolution, 1998). Même si la politique communautaire en faveur des régions remonte à 1975, avec la création du Fonds européen de développement économique régional (FEDER), la revendication des régions s’intensifia après la signature du traité de Maastricht, en 1991. En premier lieu, ce dernier transférait – ou ouvrait la perspective du transfert – à l’Union européenne des prérogatives régaliennes des États-nations telle la monnaie, la diplomatie ou la défense. Ensuite, le traité, en incluant un renforcement substantiel de la politique régionale européenne, a suscité le retour en force des aspirations régionales. « En effet, la politique de l’Union européenne concernant les régions consiste, d’une part, à atténuer leurs disparités économiques et, d’autre part, à accroître leurs particularités culturelles [37] ». De même que le principe des nationalités inscrit dans les « Quatorze points » du président Wilson contribua à l’éclatement des empires allemand, austro-hongrois, ottoman et russe après la *Première Guerre mondiale*, le respect des minorités promu dans le cadre de la construction européenne, après la *Seconde guerre mondiale*, et réaffirmé après la fin de la *guerre froide*, sape les bases de l’État-nation. Cela fournit d’ailleurs ample matière à polémique autour d’un supposé “complot“ (d’origine germanique ?) des partisans d’une Europe fédérale contre l’Europe des États [38].

Les déplacements des peuples et la formation d’**empires multinationaux** produisirent des situations fort complexes.
Dans les **Balkans**, la multiplicité et l’enchevêtrement des peuples, soumis par les Turcs, qui revendiquèrent leur indépendance au XIXe siècle, joints à l’intervention directe ou indirecte des grandes puissances rivales, provoquèrent des affrontements nombreux et très embrouillés. Cela donna naissance au terme *balkanisation* [39]. À l’origine, il désignait la situation spécifique à cette région avant 1914, mais progressivement, il en vint à s’appliquer, avec une connotation péjorative, à toute situation conflictuelle provoquant l’éclatement en plusieurs nouveaux États indépendants d’un ensemble politique aux nationalités multiples, mêlées et opposées entre elles. Cette vision négative d’un processus historique gêne une partie des historiens de la région car elle entretient, à leurs yeux, une image déformée du passé des pays des Balkans et de leurs aspirations politiques [40]. Ces historiens oublient peut-être un peu vite que le concept réapparut entre les deux guerres mondiales, puis entre 1941 et 1945, alors que l’instabilité, les affrontements ethniques et leur instrumentalisation renaissaient dans ces contrées. Surtout, les guerres (et les atrocités qui les accompagnèrent) de 1991-1995 en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, puis le conflit du Kosovo en 1999, ainsi que les tensions en Macédoine et l’absence de compromis au Kosovo depuis plus d’une dizaine d’années

contribuèrent largement à nourrir ce discrédit. Entre temps, par surcroît, le morcellement des empires coloniaux africains et celui du monde arabe avaient réactivé le substantif. Et les violences qui les avaient parfois accompagné avaient renouvelé l'acception négative du terme. Seul le mot *libanisation* – « phénomène par lequel un pays connaît une transformation qui le fait ressembler au Liban, où les différentes ethnies, religions, *etc*. s'affrontent violemment, causant une véritable guerre civile » –, né en 1985 [41], revêt aujourd'hui un sens plus péjoratif. Une étude rigoureuse impose néanmoins de « ne pas galvauder le terme de balkanisation [42] ». En effet, les guerres qui lui donnèrent naissance se caractérisaient avant tout par « la complication et la violence des conflits de frontières [43] » et il n'est légitime d'employer le mot que « pour désigner des situations géopolitiques dont la grande complexité devient particulièrement dangereuse du fait de l'enchevêtrement des revendications territoriales de plusieurs nations ou États-nations [44] ». Le faible nombre de revendications territoriales disqualifie l'usage pour l'Afrique, tandis que le sentiment d'appartenance à une même nation le rend inadéquat pour le monde arabe. En fait, selon Yves Lacoste, il devrait s'appliquer uniquement aux régions « où la carte des États ne correspond pas à celle des nationalités [45] » : une partie de l'Indochine, le nord de l'Inde, l'Europe (Balkans, certes, mais aussi centre et est), le Caucase et l'Asie centrale [46], ce qui est déjà considérable.

Ces deux dernières régions, incorporées dans l'**empire russe** [47] puis dans l'**URSS**, subirent une politique d'intégration forcée (russification, à partir de 1863) et firent l'objet de multiples manipulations, notamment territoriales, selon le principe classique de tous les empires : *diviser pour régner*. Lorsqu'il exerçait les fonctions de commissaire du peuple aux nationalités, Staline fit preuve d'une particulière virtuosité en la matière [48]. Depuis l'éclatement de l'URSS, en 1991, les populations concernées ainsi que la communauté internationale en font l'amer constat. Lors de la guerre qui opposa la Géorgie à la Russie, en août 2008, un spécialiste expliquait qu'il s'agissait là d'« un effet de la politique soviétique des nationalités [49] ». Et de mettre en cause « l'existence ou non d'un statut autonome dans le schéma ethno-fédéral soviétique [50] », ainsi que le caractère parfois artificiel des entités alors créées : s'il existait bien une tradition d'autonomie abkhaze, « l'Ossétie du Sud est une invention bolchevique [51] ». Plus généralement,
« la division de l'URSS en républiques fédérées, autonomes et régions autonomes, a créé des élites communistes indigènes qui ont favorisé la fabrication – j'utilise ce mot dans sa dimension scientifique et non péjorative – de cultures ethniques locales. Ce n'est donc pas par hasard si, dans les années 1990, le conflit a éclaté dans les périphéries qui avaient connu à l'époque soviétique un statut autonome, et non pas partout où des minorités étaient présentes [52] ».

Il n'est pas toujours aisé de se retrouver dans les **méandres** des nationalités.

Jusqu'à une période récente, nous l'avons vu, certains groupes ne se définirent **pas en permanence** comme nation : les Tibétains ou les Tchétchènes, par exemple.

En outre, les **critères** ne sont pas toujours d'un usage aisé : les habitants des **Balkans** constituent, à cet égard, un redoutable casse-tête : selon que l'on considère la structure clanique, la proximité linguistique, l'obédience religieuse ou l'histoire, les appartenances s'avèrent mouvantes. Les Serbes et les Croates, par exemple, parlent la même langue, mais les premiers l'écrivent en caractères cyrilliques tandis que les seconds la transcrivent en alphabet latin. Les uns sont chrétiens orthodoxes, tandis que les autres sont catholiques. Les uns furent incorporés à l'empire ottoman puis fondèrent un État indépendant centralisé, qui avait

l'ambition de regrouper, à terme, tous les Slaves du sud, alors que les autres appartinrent à l'ensemble autrichien puis austro-hongrois et aspiraient à vivre dans un État fédéral.

Et que dire des **Ukrainiens** ? Tous subirent le régime soviétique, mais ceux de la partie occidentale participent de la culture européenne, fruit d'une longue incorporation à la Pologne puis à l'Autriche. En revanche, ceux de l'est se rattachent à la Russie et à sa culture. Ceux du centre mêlent les deux apports aux influences cosaque et, enfin, ceux de Crimée – notamment les Tatars – présentent leurs propres caractéristiques. Donc, la question de l'existence d'une identité ukrainienne se pose, et l'histoire n'apporte pas de réponse tranchée : chacun l'interprète à sa manière [53]. En outre, la guerre civile et la *Seconde Guerre mondiale* suscitent nombre de querelles mémorielles : le nationalisme, la résistance antibolchévique doivent-ils occulter l'antisémitisme ou la collaboration avec les nazis ? Et, sur ces questions sensibles, dispose-t-on de tous les documents permettant d'éviter la manipulation de ces épisodes particulièrement complexes [54] ? Circonstance aggravante, ces polémiques sont étroitement liées aux affrontements de personnes qui dominent la vie politique actuelle.

Finissons en évoquant quelques situations particulières.

Les Noirs d'Afrique du Sud durant l' ***apartheid*** , comme ceux de l'ex-Rhodésie (aujourd'hui : Zimbabwe) sous le gouvernement de Ian Smith, représentent un cas à part. Constituant la majorité de la population sur leur propre territoire, ils étaient victimes d'un système qui les discriminait et les excluait du pouvoir. Nelson Mandela et Robert Mugabe les entraînèrent dans la lutte armée et finirent par imposer le démantèlement du régime discriminatoire et de la domination blanche. Durant les années 1990, des analystes évoquaient ce précédent au sujet du régime discriminatoire établi par les Serbes à l'encontre des Albanais du Kosovo.

Les **Russes** des États issus de l'ex-URSS – environ 20 millions de personnes – présentent la particularité d'avoir fait partie de la **nation dominante**, jusqu'en 1991, et de se trouver, aujourd'hui, **en situation de minorité nationale**. Cette singularité fournit à Moscou un prétexte – qui rappelle la dramatique instrumentalisation par les nazis de la dispersion des Allemands en Europe – pour afficher ses prétentions à un droit de regard sur son "étranger proche", et encourager des actions n'impliquant pas directement le gouvernement, comme celles du maire de la capitale, Iouri Loujkov [55]. Mais cela se heurte au principe du droit international, qui condamne toute forme d'ingérence dans les affaires intérieures des États indépendants. Il en résulte de fortes tensions entre Moscou et certains de ses voisins. Par exemple, avec l'**Estonie**, dont la conscience nationale se nourrit, en partie, du rejet de l'occupation soviétique. Il s'ensuit une discrimination à l'encontre des habitants d'origine russe, assimilés à des occupants. Une loi de 1995 définit toute langue autre que l'estonien – donc le russe –, comme "étrangère". Les habitants arrivés après le début de l'occupation soviétique – ainsi que leurs descendants – se voient déniée l'attribution automatique de la citoyenneté. Chacun des deux pays, par ailleurs, se refuse à examiner son histoire objectivement. Les Estoniens demeurent très ambigus sur la collaboration d'une partie d'entre eux avec les nazis, tandis que Moscou n'admet pas avoir annexé les États baltes et entretient la fiction de leur "libération" [56].

Alors que les nationalismes ou les tensions religieuses s'exacerbent et que les sécessionnismes se multiplient, la principale puissance mondiale, les **États-Unis**, se trouve décontenancée. Si des courants identitaires existent bien sur son sol, ils demeurent marginaux et n'influent guère

sur la vie politique. Washington met en avant des valeurs universelles qui, dans son expérience historique, transcendèrent les affrontements sectaires et/ou communautaires : la démocratie, l'État de droit et la libre entreprise. Or, cela ne constitue pas – encore ? – un terrain d'entente pour l'ensemble de l'humanité. Il en résulte de tragiques méprises, comme la guerre menée en Irak depuis 2003 [57]. Par surcroît, Washington se place dans une situation délicate en adoptant, en fonction de ses intérêts, une position variable envers les revendications nationales : soutien à la cause du Kosovo, du Sud Soudan, des Kurdes d'Irak ou du Tibet, mais condamnation des Ossètes du Sud, des Kurdes de Turquie ou des Basques d'Espagne, par exemple [58].

Objet d'un culte ou d'un rejet excessifs, pierre de touche de l'unité de la population d'un État, moteur d'une action politique ou d'une lutte armée, la nation revient fréquemment dans les crises ou les conflits. Du terrain de sport au champ de bataille, pour le meilleur ou pour le pire, le sentiment national demeure une représentation géopolitique centrale que l'analyse des crises et des conflits ne peut ignorer ou sous-estimer. Mais les données matérielles ne se trouvent jamais bien loin, même si elles demeurent occultées. La nation doit, en effet, disposer, autant que faire se peut, des moyens de son existence, ce qui peut augurer de crises ou de conflits ultérieurs.

Copyright 2016-Gourdin/Diploweb.com

PROBLÉMATIQUE LIÉE À LA NATION

Quelle est la part du sentiment national dans la crise ou le conflit ?

CHAMPS DE RECHERCHE

Outils pour étudier le sentiment national des habitants du territoire sur lequel se déroule la crise ou le conflit :

. les ouvrages consacrés à l'archéologie, à l'histoire, à l'anthropologie, à la sociologie, au droit, à la science politique, à la géographie et à l'économie.

Les **informations** recueillies servent à mesurer l'influence du sentiment national auprès des différentes factions de la population impliquées dans les événements. Le plus souvent un ou plusieurs des éléments suivants :

. l'hostilité d'une autre nation,

. les aspirations territoriales,

. l'aspiration au regroupement,

. la lutte pour la création ou la reconstitution d'un État-nation,

. des fractures internes,

. l’inquiétude identitaire,

. les régionalismes,

. les troubles à l’intérieur des États multinationaux,

. les aléas du sentiment national.

La liste n’est pas exhaustive, mais elle recense les facteurs qui apparaissent le plus fréquemment.

Une information est pertinente lorsqu’elle contribue à éclairer la crise ou le conflit que l’on étudie.

Plus

Comment se procurer au format papier l’ensemble de cet ouvrage de référence signé de Patrice Gourdin, "Manuel de géopolitique", éd. Diploweb via Amazon ? D’un clic.

P.-S.

Docteur en histoire, professeur agrégé de l’Université, Patrice Gourdin enseigne à l’École de l’Air. Il intervient également à l’Institut d’Études Politiques d’Aix-en-Provence. Membre du Conseil scientifique du Centre géopolitique, l’association à laquelle le *Diploweb.com* est adossé.

Notes

[1] . Herder Johann Gottfried, Idées sur la philosophie de l’histoire de l’humanité [extraits], Paris, 2000 [1e édition intégrale – en allemand : 1784-1791], Flammarion ; Renan Ernest, Qu’est-ce qu’une nation ?, Paris, 1992 [1e édition : 1882], Pocket-Agora.

[2] . Fevziu Blendi, « Kosovo : demain la route de la “Grande Albanie“ ? », Express, 1er novembre 2007, traduit par Nerimane Kamberi et mis en ligne par Le Courrier des Balkans, 3 décembre 2007.

[3] . Ibidem.

[4] . Likmeta Besar, « Albania’s ‘Patriotic Highway‘ Scandal », Business Week, December 22, 2008.

[5] . Lacoste Yves, « La question serbe et la question allemande », Hérodote, n° 67, 1992, pp. 3-47.

[6] . Propos de l'historienne serbe Latinka Perovic, recueillis par Edina Nurikic, « Cette Serbie qui n'arrive toujours pas à renoncer aux mythes nationalistes », Dani, 9 novembre 2007, traduit par Nihad Hasanovic et mis en ligne par Le Courrier des Balkans, 20 janvier 2008.

[7] . Alic Anes, « Rhetoric : Western Balkan Recipe », ISN-Security Watch, December 5, 2008.

[8] . Tournadre Nicolas, op. cit.

[9] . Par le Lakota Unilateral Withdrawal from All Agreements with the United Sates of America, remis officiellement au Département d'État et transmis aux ambassades d'Afrique du Sud, de Bolivie, du Chili , d'Irlande, d'Islande, de Finlande, du Timor-Leste et du Venezuela. Daly John C. K., « Fighting Terrorism since 1492 », ISN-Security Watch, January 25, 2008.

[10] . Le premier western à évoquer la question sous un angle critique fut, en 1970, Le soldat bleu (Blue Soldier), de Ralph Nelson. En 1976, l'armée américaine contestait encore le terme de "massacre". Bourton William, Le western. Une histoire parallèle des États-Unis, Paris, 2008, PUF, pp. 207-232.

[11] . En 1900 le chef des Sioux Oglala, Makhpiya Luta (Nuage Rouge), résumait ainsi : Ils nous firent beaucoup de promesses, bien plus que je ne puis m'en rappeler. Mais ils n'en respectèrent qu'une : ils promirent de prendre nos terres […] et ils s'en emparèrent.
Pour une vue d'ensemble : Jacquin Philippe, La politique indienne des États-Unis (1830-1890), Paris, 1997, Didier-CNED, 202 pages.

[12] . Eastwood Clint, Flags of Our Fathers, 2006, 132 minutes.

[13] . Marienstras Élise, 1890. Wounded Knee ou l'Amérique fin de siècle, Bruxelles, 1992, Complexe, p. 220.

[14] . Herzl Theodor, Der Judenstaat. Versuch einer modernen Lösung der Judenfrage, Vienne, 1896, Breitenstein ; traduction française par Claude Klein : L'État des Juifs. Contribution à une solution moderne de la question juive, Paris, 2003 [1e édition : 1990], La Découverte, p. 33.

[15] . Ibidem.

[16] . Ibidem, p. 23.

[17] . Ibidem, p. 35.

[18] . Ibidem, p. 40.

[19] . Ibidem.

[20] . Ibidem, p. 41.

[21] Ibidem, p. 44. La réalité historique offre une plus grande complexité, que n'ignoraient pas, semble-t-il, les pères fondateurs d'Israël. Cf. Sand Shlomo, « Comment fut inventé… », op. cit.

[22] . Programme de Bâle, adopté par le premier Congrès sioniste, 30 août 1897. Cité dans Laurens Henry, Le retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997, Paris, 1998, Robert Laffont, p. 57.

[23] . Calle Marie-France, « La tension monte entre l'Inde et le Pakistan », Le Figaro, 1er décembre 2008.

[24] . Naveed Ahmad, « Pakistan, India and Peace », ISN-Security Watch, May 23, 2008.

[25] . Calle Marie-France, « Le Pakistan à l'épreuve du drame de Bombay », Le Figaro, 2 décembre 2008.

[26] . Witte Griff, « In Israel, A Clash Over Who Is A Jew », The Washington Post, August 30, 2008.

[27] . Miéville D. S. et Roth Jean-Jacques, « Que vaut encore la neutralité ? », Le Temps, 3 juillet 2007.

[28] . Däniken Franz (von), « La souveraineté suisse est un mythe », Le Temps, 2 septembre 2007.

[29] . Ibidem.

[30] . Ibidem.

[31] . Tavernise Sabrina and Arsu Sebnem, « Inside the Turkish Psyche : Traumatic Issue Trouble a Nation's Sense of Its Identity », The New York Times, October 12, 2007.

[32] . Perrier Guillaume, « Paranoïas séparatistes en Turquie », Le Monde, 28 décembre 2007.

[33] . Perrier Guillaume, « Commémoration et polémique autour de l''icône" Atatürk », Le Monde, 12 novembre 2008.

[34] . Barrionuevo Alexei, « Argentina Rises, Minus Its Swagger », The New York Times, February 3, 2008

[35] . Gott Richard, « Architects of the New Argentina », The Guardian, April 2, 2008.

[36] . Giblin Béatrice, « Les nationalismes régionaux en Europe », Hérodote, n° 95, 1999, pp. 3 à 20.

[37] . Ibidem, page 7.

[38] . En langue française, un ouvrage (préfacé par le “souverainiste“ Paul-Marie Coûteaux) représentatif de ce point de vue : Hillard Pierre, Minorités et régionalismes dans l’Europe Fédérale des Régions, Paris, 2002, François-Xavier de Guibert.

[39] . Lacoste Yves, « Balkanisation », Dictionnaire…, op. cit., p. 244.

[40] . Grbac Déborah, « Balkanisation : un nom fourre-tout pour toutes les saisons ? », Le Courrier des Balkans, 29 février 2008.

[41] . Le Petit Robert. Dictionnaire de la langue française, 2002, Paris, p. 1482.

[42] . Lacoste Yves, « Balkans et balkanisation », Hérodote, n° 63, 1991, p. 7.

[43] . Ibidem.

[44] . Ibidem, p. 9.

[45] . Ibidem.

[46] . Ibidem, pp 9-11.

[47] . Kappeler Andreas, Russlands als Vielvölkerreich : Entstehung, Geschichte, Zerfall, München, 1992, Beck’sche ; traduction française de Guy Imart : La Russie, empire multiethnique, Paris, 1994, Institut d’études slaves.

[48] . Carrère d’Encausse Hélène, Le grand défi. Bolcheviks et nations, 1917-1930, Paris, 1987, Flammarion.

[49] . Gordadzé Thorniké, « Un effet … », op. cit.

[50] . Ibidem.

[51] . Ibidem.

[52] . Ibidem.

[53] . Smolar Piotr, « L’“Homo ukrainus“, espèce en voie d’apparition », Le Monde, 29 septembre 2007.

[54] . Chauvier Jean-Marie, « Comment les nationalistes ukrainiens réécrivent l’histoire », Le Monde diplomatique, août 2007.

[55] . Levy Clifford J., « Mayor of Moscow Exports Russia’s New Nationalism », The New York Times, October 26, 2008.

[56] . Delcour Laure, « Identité, mémoire et puissance dans l'Europe post-communiste », Actualités de la Russie et de la CEI, n° 2, juillet 2007, IRIS.

[57] . Rodriguez Gregory, « America's 'Identity' Blind Spot », Los Angeles Times, September 1, 2008.

[58] . Meaney Thomas & Mylonas Harris, « The Pandora's Box of Sovereignty », Los Angeles Times, August 13, 2008.